



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

de la zone de défense et de sécurité Sud

Secrétariat général pour l'administration
du ministère de l'intérieur Sud

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES

BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Marché passé selon la procédure adaptée pour

**Mission de maîtrise d'œuvre relative à la création de
quatre annexes judiciaires pour les centres de rétentions
administratif de Sète, Nîmes, Perpignan et Toulouse**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Référence publique : SGAMISUD- MAPA-2025-08-43

Sommaire

1	Objet du marché – Dispositions générales.....	5
1.1	Objet du marché.....	5
1.2	Eléments de mission.....	5
1.4	Les intervenants.....	7
1.5	Représentation des parties.....	8
1.6	Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	8
2	Pièces contractuelles.....	9
3	Modalités générales d'exécution du marché.....	9
3.1	Clause sociale.....	9
3.2	Optimisation des déplacements.....	9
3.3	Informations réciproques des co-contractants.....	10
3.4	Clause de confidentialité et protection des données personnelles.....	10
3.5	Mesures de sécurités.....	11
4	Réalisation des prestations.....	12
4.1	Conditions de réalisations des prestations.....	12
4.3	Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage.....	16
	Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.....	16
4.3.1	Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage.....	16
	• Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;.....	16
	• Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;.....	16
	• Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.....	16
4.3.2	Effets d'un ordre de service –possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations.....	16
	Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.....	16
	Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires sous peine de forclusion. Ce délai court à compter de la date de réception de l'ordre de service.....	16
4.4	Avenant négocié avec le maître d'ouvrage.....	16
	Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant.....	16
	De plus, conformément à l'article L.2432-2 du Code de la Commande Publique, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :.....	16
	• des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ;.....	16

• des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage.....	17
4.5 Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre.....	17
Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.....	17
Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.....	17
Toutefois, dans les cas suivants :.....	17
• modification du programme initial entraînant une modification de projet ;.....	17
• notification de la date de commencement des travaux ;.....	17
• prolongation de la période de préparation des travaux qui prolonge le délai d'exécution des travaux ;.....	17
• passage à l'exécution d'une tranche optionnelle ;.....	17
• notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus ;.....	17
• interruption ou ajournement des travaux ;.....	17
• modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage.....	17
Le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable.....	17
5 Rémunération du Maître d'œuvre.....	17
5.1 Caractère forfaitaire du marché.....	17
5.2 Etablissement du forfait provisoire de rémunération.....	18
5.3 Passage au forfait définitif de rémunération.....	18
5.4 Modalités de révision.....	18
6 Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le coût de l'opération.....	19
7 Pénalités.....	21
7.1 Pénalités de retard applicables à la maîtrise d'œuvre.....	21
7.2 Pénalités en cas de non-respect des dispositions du code de travail sur le travail dissimulé.....	22
8 Règlement des comptes au maître d'œuvre.....	22
8.1 Retenue de garantie.....	22
8.2 Avance.....	23
8.3 Acomptes.....	23
8.4 Le solde.....	24
8.5 Dématérialisation du paiement des acomptes via le service EDIFLEX.....	24
8.6 Délai de paiement.....	26
8.7 Modification des coordonnées.....	26
9 Obligations du titulaire.....	26
9.1 Assurances.....	26
9.2 Conduite des prestations par une personne nommément désignée.....	27
9.3 Devoir d'information et de conseil.....	27
9.4 Mission du mandataire du groupement.....	27

9.5 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption.....	28
9.6 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	29
9.7 Redressement ou liquidation judiciaire.....	29
10 Fin du contrat.....	29
10.1 Achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre.....	29
10.2 Arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre.....	30
10.3 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	30
10.4 Utilisation des résultats.....	30
11 Droit et langue.....	30
12 Dérogations aux CCAG applicables à l'opération.....	31

1 Objet du marché – Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent une mission de maîtrise d'œuvre relative à la création de quatre annexes judiciaires pour les centres de rétentions administratif de Sète, Nîmes, Perpignan et Toulouse.

Lieux d'exécution : Sète, Nîmes, Perpignan et Toulouse.

La mission de maîtrise d'œuvre est répartie en 4 lots :

N° de lot	Intitulé du lot
1	Annexe CRA de Sète
2	Annexe CRA de Nîmes
3	Annexe CRA de Perpignan
4	Annexe CRA de Toulouse

Le marché de maîtrise d'œuvre est conclu entre :

La personne publique, à savoir le ministère de l'intérieur représenté par le préfet de la zone de défense et de sécurité sud, dénommée « maître d'ouvrage » dans les divers documents, d'une part,

Et le titulaire du marché dénommé « maître d'œuvre » dans les divers documents, d'autre part.

1.2 Éléments de mission

Le présent contrat est soumis au livre IV du Code de la commande publique (partie réglementaire et partie législative) relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre.

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément à l'article L.2431-2 du Code de la commande publique et aux articles suivants dudit code.

Il s'agit d'un marché maîtrise d'œuvre comprenant les éléments de mission suivants :

MISSIONS DE BASE :

- Études d'avant-projet sommaire (APS) ;
- Études d'avant-projet définitif (APD) ;
- Dossier de permis de construire et autres autorisations administratives ;
- Étude de projet (PRO) ;
- Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ;
- Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT/AMT) ;
- Visa des études d'exécution et de synthèse (VISA) ;
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- Assistance aux opérations de réception (AOR) ;
- Assistance au cours de l'année de parfait achèvement (GPA) ;
- Mission de coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) ;
- Mission d'application du décret tertiaire.

MISSION COMPLÉMENTAIRE :

- Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC).

L'équipe de maîtrise d'œuvre devant comporter au minimum :

- un architecte inscrit à l'ordre des architectes ;
- un bureau d'études techniques pluridisciplinaire ou plusieurs bureaux d'études techniques spécialisés et compétents dans a minima les spécialités suivantes : gros-œuvre, structure, génie électrique, génie thermique., VRD ;
- un économiste de la construction.

Nomenclature applicable :

Le code CPV correspondant aux prestations objet du marché est :

71000000 : Service d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

1.3. Durée du marché et Délai d'exécution

Le marché est exécutoire à compter de sa notification au titulaire par ordre de service et jusqu'à l'exécution complète des prestations (Garantie de parfait achèvement comprise).

À titre indicatif, le délai d'exécution prévisionnel du présent marché est de vingt-huit (28) mois décomposé comme suit :

- Phase étude : 4 mois
- Phase travaux : 12 mois
- Garantie de parfait achèvement : 12 mois

1.4 Les intervenants

1.4.1 Maitrise d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est : **L'Etat - Ministère de l'Intérieur**

Le représentant légal du pouvoir adjudicateur est : **Le Préfet de la zone de défense et de sécurité sud**

La conduite d'opération est assurée par :

Lots 1 – Annexe CRA de Sète et lot 2 – Annexe CRA de Nîmes :

**Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
SLI MONTPELLIER**

488 rue de la vieille poste - 34 000 Montpellier

M. Laurent BATAILLE - Tel : 04.65.38.61.53 – 06.33.47.13.70

Courriel : laurent.bataille@interieur.gouv.fr

Lot 3 – Annexe CRA de Perpignan :

**Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
SLI MONTPELLIER**

488 rue de la vieille poste - 34 000 Montpellier

M. Didier ROUCAYROL - Tel : 04.65.38.61.51

Courriel : didier.roucayrol@interieur.gouv.fr

Lot 04- Annexe CRA de Toulouse :

**Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
BRAIO TOULOUSE**

4 chemin de Bordeblanque – 31 776 Colomiers

M. Stéphane SASTRE - Tel : 06.15.67.32.01

Courriel : stephane.sastre@interieur.gouv.fr

1.4.2 Les autres intervenants

Fonction	Nom	Référent
Contrôle technique	QUALICONSLT	Mme Manon GAUZERE
Coordination en matière de protection et de sécurité de la santé des travailleurs.	SOCOTEC	M. Hervé GASTOU

1.5 Représentation des parties

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

1.6 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-MOE le pouvoir adjudicateur notifiera l'acte spécial de sous-traitance au seul titulaire (ou mandataire en cas de groupement) du marché.

En cours d'exécution du marché , la déclaration de sous-traitance devra être adressée à l'adresse ci-dessous :

Lot 1 – Annexe CRA de Sète – Lot 2 Annexe CRA de Nîmes :

**Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
SLI MONTPELLIER**

488 rue de la vieille poste - 34 000 Montpellier
M. Laurent BATAILLE - Tel : 04.65.38.61.53 – 06.33.47.13.70
Courriel : laurent.bataille@interieur.gouv.fr

Lot 3 – Annexe CRA de Perpignan :

**Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
SLI MONTPELLIER**

488 rue de la vieille poste - 34 000 Montpellier
M. Didier ROUCAYROL - Tel : 04.65.38.61.51
Courriel : didier.roucayrol@interieur.gouv.fr

Lot 4 – Annexe CRA de Toulouse :

**Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
BRAIO TOULOUSE**

4 chemin de Bordeblanque – 31 776 Colomiers
M. Stéphane SASTRE - Tel : 06.15.67.32.01
Courriel : stephane.sastre@interieur.gouv.fr

Les demandes d'acceptation de chaque sous-traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées à R2193-3 et suivant du CPP.

Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.

2 Pièces contractuelles

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent CCAP et ses annexes éventuelles ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- Le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle et affectée aux travaux ainsi que ses éventuelles annexes ;
- le CCAG Maîtrise d'œuvre dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- les pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- le CCAG Travaux, précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre.

3 Modalités générales d'exécution du marché

3.1 Clause sociale

Sans objet.

3.2 Optimisation des déplacements

Le titulaire pourra privilégier, pour les différents sites concernés par le marché les déplacements à pied, ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

3.3 Informations réciproques des co-contractants

3.1.1 Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire,
- de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants, tels que gestionnaires réseaux (eau, assainissement, électricité, gaz, téléphone, fibre optique)

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il l'en informe.

3.1.2 Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

3.4 Clause de confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel et/ou personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celle spécifiées au présent marché,
- Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celle qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché,
- A informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- A prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou co-traitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant pas le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

3.5 Mesures de sécurités

Les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent,

Les dispositions particulières à prendre seront précisées au candidat retenu.

Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

4 Réalisation des prestations

4.1 Conditions de réalisations des prestations

4.1.1 Relation avec le coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur SPS a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- le calendrier détaillé d'exécution.

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée d'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre prend connaissance de toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC).

4.1.2 Suivi de l'exécution des travaux :

La direction de l'exécution des travaux incombe au titulaire qui est le seul responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs intervenants sur les travaux. Il est tenu de faire respecter l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

4.2 Présentation et vérifications des prestations du maître d'œuvre

4.2.1 Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

4.2.2 Opérations de vérifications :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Conformément à l'article 20.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Ces délais courent à compter de la date de remise par le maître d'œuvre, ou de livraison, des prestations au maître d'ouvrage, justifiée par l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Par dérogation à l'article 21 alinéa 2 du CCAG, la décision de lancement d'un élément de mission ne vaut pas admission tacite de l'élément de mission précédent.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus, conformément à l'article 21.2.2 du CCAP applicable aux marchés de maîtrise d'œuvre.

4.2.3 Phases de la mission maîtrise d'oeuvre

Le maître d'œuvre proposera un planning de l'opération détaillant les différentes phases de la mission de maîtrise d'œuvre et les travaux.

La liste des différentes phases ainsi que celles des prestations confiées, des tâches à effectuer et des documents à remettre au maître d'ouvrage à l'issue de chaque phase est indiquée au sein de la note programmatique (du mois de mai 2025).

Chaque étude est à présenter au maître d'ouvrage pour approbation.

Le point de départ des délais et le nombre d'exemplaires à fournir au maître d'ouvrage sont les suivants :

Eléments de mission de base	Point de départ des délais	Nombre d'exemplaires
Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS)	Date de réception de l'ordre de service	3 exemplaires papier 1 exemplaire sur clé USB
Etudes d'Avant-Projet Définitif (APD)	Date de réception de l'ordre de service	3 exemplaires papier 1 exemplaire sur clé USB
Dossier de permis de construire et autres autorisations administratives		1 exemplaire papier 1 exemplaire sur clé USB
Etudes de Projet (PRO)	Date de réception de l'ordre de service	3 exemplaires papier 1 exemplaire sur clé USB
Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)		3 exemplaires papier 1 exemplaire sur clé USB
Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT / AMT)	Date de réception de l'ordre de service	Sans Objet
Visa des études d'exécution et synthèse (VISA)		Sans Objet
Direction de l'Exécution des contrats de travaux (DET)		Sans Objet
Assistance aux opérations de Réception (AOR)		4 jeux complets des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) dont un sur clé USB remis à la réception du chantier 4 jeux complets des comptes rendus de chantier dont un sur clé USB remis à la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA)

Assistance au cours de l'année de parfait achèvement (GPA)	Dès réception de l'ouvrage	Sans objet.
Coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI)	Date de réception de l'Ordre de Service	Sans Objet
Mission d'application du décret tertiaire	Date de réception de l'Ordre de Service	Compte rendu à chaque phase

Eléments de mission de complémentaire	Point de départ des délais	Nombre d'exemplaires
Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)	Date de réception de l'Ordre de Service	Sans Objet

4.2.4 Phase « Travaux »

Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs.

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis via EDIFLEX. Après vérification le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Ce délai est compris dans le délai global de paiement. De plus, le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état de règlement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

Vérification par le maître d'œuvre des projets de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général.

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux le décompte général.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte final de l'entrepreneur et l'établissement de l'état d'acompte est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Ce délai est compris dans le délai global de paiement. De plus, le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état de règlement la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

4.3 Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.

4.3.1 Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
 - Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

4.3.2 Effets d'un ordre de service –possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires sous peine de forclusion. Ce délai court à compter de la date de réception de l'ordre de service.

4.4 Avenant négocié avec le maître d'ouvrage

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant.

De plus, conformément à l'article L.2432-2 du Code de la Commande Publique, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ;
 - des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage.
-

4.5 Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Toutefois, dans les cas suivants :

- modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- notification de la date de commencement des travaux ;
 - prolongation de la période de préparation des travaux qui prolonge le délai d'exécution des travaux ;
- passage à l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus ;
- interruption ou ajournement des travaux ;
 - modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage.

Le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable.

5 Rémunération du Maître d'œuvre

L'unité monétaire du marché est l'euro.

5.1 Caractère forfaitaire du marché

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix forfaitaire selon les stipulations décrites par le CCAP du marché.

La rémunération du maître d'œuvre est établie selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxes des travaux.

En cas de co-traitance ou de sous-traitance prévue dans l'acte d'engagement initial, le montant et le détail des prestations donnant lieu à paiement direct sera clairement précisé.

En cas de désignation d'un cotraitant ou sous-traitant en cours de marché, leur acceptation et l'agrément de leurs conditions de paiement seront soumis à la conclusion d'un acte spécial.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

5.2 Etablissement du forfait provisoire de rémunération

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire ; le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée dans l'acte d'engagement.

5.3 Passage au forfait définitif de rémunération

A l'issue de l'avant-projet définitif (APD), le montant estimatif des travaux (coût prévisionnel définitif) est accepté par le maître de l'ouvrage.

Si le coût prévisionnel définitif proposé est égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage, le montant de la rémunération provisoire se transforme en montant définitif. Si le coût prévisionnel définitif proposé n'est pas égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux, le forfait définitif de la maîtrise d'œuvre sera fixé par avenant.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir le cas où la rémunération est calculée au pourcentage, par application de la formule suivante :

Montant définitif de la rémunération = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux x taux de rémunération.

Ce forfait définitif ne peut être réévalué ultérieurement que dans les cas suivants :

- évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage.

5.4 Modalités de révision

5.4.1 Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres appelé « mois zéro » et noté m0.

5.4.2 Révision du prix du marché de maîtrise d'œuvre

Les prix sont révisibles selon l'index ING publié par l'INSEE. La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient de révision, donnée par la formule suivante :

$$Pr = P0 \times Cr$$

Dans laquelle :

Pr = prix révisé après application de la formule de révision

P0 = prix initial hors taxes (HT) établi aux conditions économiques de l'offre, au mois zéro

Cr = coefficient de révision

Le coefficient de révision Cr est donné par la formule :

$$Cr = 0,15 + (0,85 \times [Im-4 / Imo-4])$$

Dans lequel I(m-4) et I(m0-4) sont définis comme suit :

- I(m-4) correspond à la valeur prise de l'index ING au mois (m) d'exécution de la prestation moins quatre mois ;
- I(m0-4) correspond à la valeur prise de l'index ING au mois (m0) défini à l'acte d'engagement moins quatre mois.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Les prix ne devront pas dépasser le centième après la virgule.

Il ne sera pas appliqué de révision de prix sur les avenants éventuels.

Index de révision des prix	ING
----------------------------	-----

6 Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le coût de l'opération

6.1. Avant la passation des marchés de travaux

- **Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage**

Cette enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme de l'opération.

- **Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux**

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

- **Estimation du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement**

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

Il est ramené au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre défini par l'acte d'engagement.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de 5 %

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

- **Prise en compte des modifications intervenues.**

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 des études s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index TP 01 pour l'ensemble des travaux.

- **Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index TP 01 (catégorie infrastructure) pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

- **Respect de l'engagement du maître d'œuvre**

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

- **Conséquences du non respect de l'engagement**

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises
- soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.

Dans ce cas, conformément à l'article 30.I alinéa 2 du décret du 29 novembre 1993, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade.

6.2 Après la passation des marchés de travaux.

- **Coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

- **Tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

- **Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût constaté déterminé par le maître d'œuvre après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix. Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

- **Conséquences du non respect de l'engagement (à voir avec la DI)**

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 5 %.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

7 Pénalités

7.1 Pénalités de retard applicables à la maîtrise d'œuvre

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 16.2.3 en cas du dépassement du délai d'exécution, le titulaire encourt :

- En cas de retard dans la présentation des documents d'études, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 150 €.
- En cas de retard à une réponse écrite au maître d'ouvrage, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 100 €.
- En cas de retard dans la diffusion d'un compte-rendu de réunion, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 50 €.
- Pour tout autre retard dans la transmission de documents, de propositions, d'ordre de service incombant au maître d'œuvre et prévus dans le CCAG Prestation Intellectuelle ou le CCAP, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 100 €.
- Pour toute absence à une réunion (un retard supérieur à 1/2 heure est considéré comme une absence), le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 100 €.

7.2 Pénalités en cas de non-respect des dispositions du code de travail sur le travail dissimulé

En cas de non-respect par le maître d'œuvre, des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, il encourt des pénalités dont le montant ne peut dépasser 10 % du montant du marché et ne peut excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 dudit code.

Le montant de la pénalité est fixé à 5 % du montant HT du marché.

8 Règlement des comptes au maître d'œuvre

8.1 Retenue de garantie

Le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie dans les conditions et sous réserve des exceptions prévues par l'article R.2191-34 du CCP.

Conformément à l'article R.2191-32, la retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le montant de la retenue de garantie est de 5% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

NB : Ce taux est de 3% quand le titulaire est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13.

8.2 Avance

Sauf en cas de refus du maître d'œuvre indiqué dans l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

En application de l'article 11.1 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage retient l'option A :

- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30 % en application de l'article A.11.1 du CCAG-MOE ;
- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 15 % en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

8.3 Acomptes

Le règlement des prestations fera l'objet de paiement sous forme d'acomptes.

8.3.1 Périodicité et demandes de paiement.

La remise des demandes de paiement intervient en début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent. A la fin des prestations, le titulaire établit un décompte final dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-MOE sur la base duquel l'acheteur établit le décompte général dans les conditions de l'article 11.8 du même CCAG.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission.

8.3.2 Acceptation de la demande de paiement par le maitre d'ouvrage

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement.

Conformément à l'article 11.6 du CCAG-MOE il la complète en faisant apparaitre le cas échéant les pénalités appliquées. Si des pénalités pour retard sont appliquées, celles-ci font l'objet d'un décompte des pénalités spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard, et les dates d'échéance contractuelle retenues.

8.4 Le solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

8.4.1 Demande de paiement finale

Il est fait application de l'article 11.7.1 du CCAG-MOE.

Le décompte final établi par le maître d'œuvre détaille :

- Le montant des missions complémentaires ;
- Le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d'établissement du projet de décompte final ;
- Le montant des pénalités appliquées par le maître d'ouvrage et acceptées par le maître d'œuvre ;
- Le montant des éventuelles réclamations non régularisées ;
- Le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
- Le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

Le maître d'œuvre notifie son décompte final au maître d'ouvrage dans les conditions énoncées à l'article 11.7.2 du CCAG-MOE.

8.4.2 Décompte général rendu définitif

Il est fait application de l'article 11.8 du CCAG-MOE.

8.4.3 Contestation sur le montant des sommes dues

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

8.5 Dématérialisation du paiement des acomptes via le service EDIFLEX

Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur SUD (SGAMI SUD) a souhaité améliorer le traitement des demandes de paiement de ses prestataires et ainsi raccourcir les délais de paiement en utilisant une plateforme de dématérialisation des factures.

Le prestataire de service de la plateforme, retenue par le SGAMI SUD, est EDIFLEX (<https://www.ediflex.com>). Le numéro de téléphone de l'aide en ligne d'EDIFLEX est le 01.44.41.02.24.

Aussi, l'établissement des acomptes ou décomptes du présent marché, leur transmission au SGAMI SUD et les visas nécessaires à leur règlement sont gérés électroniquement via la solution de dématérialisation précitée.

L'accès au système sera possible via une simple connexion Internet, à charge du Titulaire de se munir d'une ligne Internet avec un débit suffisant.

Les frais d'abonnement, d'accès au système, de maintenance sont à la charge du SGAMI SUD. La prestation de formation initiale est à la charge du prestataire (titulaire et, le cas échéant, co-traitants et sous-traitants qui utiliseront l'outil).

Le titulaire s'engage à utiliser le service EDIFLEX conformément à sa destination.

8.5.1 Fonctionnalités pour l'ensemble des acteurs

Le service EDIFLEX permet une information en temps réel sur la chaîne des validations et des montants acceptés et à payer.

Outre la suppression des délais de transmission des factures papiers, EDIFLEX permet également la création d'alertes et de relance, permettant ainsi une réduction des délais de paiement.

Par ailleurs, les situations de paiement sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du marché jusqu'à la date de fermeture du service (à l'issue de l'opération).

Ainsi, les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations de paiement archivées sur le centre serveur pour les éditer localement.

La confidentialité est garantie par un mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

8.5.2 Conditions générales d'utilisation du service EDIFLEX

L'utilisation du service EDIFLEX pour échanger des informations avec les autres intervenants a pour but de réduire les délais de circulation et visés des demandes d'acompte. Cet échange dématérialisé présente donc la même valeur juridique que les informations contenues dans une demande d'acompte sur support papier.

Authentification de l'abonné :

L'accès au service EDIFLEX est autorisé par l'attribution d'un code d'accès et d'un mot de passe confidentiels qui impliquent son authentification vis-à-vis des informations qu'il émet.

Emission d'information :

Les informations transmises à travers le service EDIFLEX sont opposables au titulaire jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des demandes d'acomptes, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par le SGAMI SUD, valent expression de la volonté de celui qui les a configurées.

NB : Il est impératif que le titulaire prenne connaissances de l'annexe "convention d'interchange" jointe au présent DCE, laquelle revêt une valeur contractuelle et s'impose dans le cadre du marché.

Celle-ci précise les modalités d'abonnement et conditions

8.6 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'œuvre du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

8.7 Modification des coordonnées.

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'Administration Générale et des Finances
Bureau de la Commande Publique et des Achats
299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14

Chaque changement de RIB, SIRET doit être signalé avant l'envoi d'une nouvelle situation pour éviter les retards de paiement.

9 Obligations du titulaire

9.1 Assurances

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

9.2 Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

9.3 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

9.4 Mission du mandataire du groupement

En cas de groupement, le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement de maîtrise d'œuvre vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le maître d'ouvrage.

A ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour assurer les missions de coordination portant sur les études :

- Etablir, en liaison avec les autres membres, le planning d'ensemble et en assurer sa mise à jour ;
- Informer chaque membre du groupement de toute modification du planning et contrôler son application ;
- S'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché de maîtrise d'œuvre ;
- Organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations de maîtrise d'œuvre.

Le mandataire doit également :

- Remettre, au maître d'ouvrage, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché de maîtrise d'œuvre, les documents (documents graphiques et écrits, situations de travaux, projets de décomptes, demandes d'acomptes, décomptes généraux définitifs, etc.) dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation ;
- Réunir, tout ou partie des membres du groupement, sur leur demande ou sur son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre ou pour l'examen de questions importantes telles que la proposition, la négociation et la signature d'avenants, la répartition des prestations supplémentaires, le dépassement des délais, la présentation d'un mémoire de réclamation, la défaillance d'un membre du groupement ;
- Le cas échéant, organiser les négociations et trancher les différends au sein du groupement de maîtrise d'œuvres ;
- Répartir, s'il y a lieu, les primes et pénalités prévues au marché de maîtrise d'œuvre ;
- Le cas échéant, assurer la tenue du compte des dépenses communes ;
- Archiver les documents régissant les rapports contractuels entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement de maîtrise d'œuvre.

9.5 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

9.6 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

9.7 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

10 Fin du contrat

10.1 Achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44.1 du CCAG Travaux ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG Maîtrise d'œuvre et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

10.2 Arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre

Par dérogation à l'article 31 du CCAG, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêt, provisoire ou définitif, de l'exécution des prestations du maître d'œuvre au terme de chaque élément de mission de la phase d'études.

La décision d'arrêt définitif des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

10.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 2,5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

10.4 Utilisation des résultats

Conformément au CCAG, le titulaire concède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

11 Droit et langue

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents et correspondances doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

12 Dérogations aux CCAG applicables à l'opération

CCAP	CCAG MOE
Art. 1.5 relatif à la déclaration de sous traitance en cours d'exécution du marché	Article 3.6.2
Art. 4.2.2 relatif aux opérations de vérifications	Article 21 Al.2
Art. 7.1 relatif aux pénalités	-Article 16.2.1 -Article 16.2.2 -Article 16.2.3 -Article 16.2.4
Art.10.2 relatif à l'arrêt de mission de MOE	- Article 31
